



**REUNION RESTREINTE DU RESEAU DE PREVENTION DES CRISES  
ALIMENTAIRES AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST**

***SYNTHESE DES PRESENTATIONS ET DEBATS***

**Paris (OCDE)/FRANCE, 21-22 avril 2011**

**Mai 2011**

## SOMMAIRE

<b>I. INTRODUCTION .....</b>	<b>3</b>
<b>II. BILAN DE LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST .....</b>	<b>3</b>
<b>III. INITIATIVES REGIONALES .....</b>	<b>7</b>
3.1 Mise en œuvre de Réseau des Offices chargés de la gestion des stocks nationaux de sécurité alimentaire (RESOGEST).....	7
3.2 Marché régional du riz et sécurité alimentaire .....	8
<b>IV. PREPARATION DE LA 27<sup>ème</sup> Réunion annuelle du RPCA .....</b>	<b>10</b>
<b>V. RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>11</b>
<b>ANNEXE 1 : ORDRE DU JOUR .....</b>	<b>13</b>
<b>ANNEXE 2 : LISTE DES PARTICIPANTS .....</b>	<b>15</b>

## I. INTRODUCTION

Du 21 au 22 avril 2011, s'est tenue à Paris au siège de l'OCDE, la 6<sup>ème</sup> réunion restreinte du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) conjointement organisée par le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) et le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) de l'OCDE.

Ont pris part à cette rencontre, le représentant de l'ambassade du Ghana à Paris, des représentants des partenaires techniques et financiers (France, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, AFD, Commission de l'UE), des experts des organisations régionales et internationales, membres du RPCA comme le CILSS, le CSAO/OCDE, l'UEMOA, des responsables des dispositifs régionaux d'information et d'Alerte Précoce (FAO, FEWS NET), des acteurs humanitaires (PAM, OXFAM GB, Afrique Verte), le représentant des Organisations Paysannes en Afrique de l'Ouest (ROPPA), ainsi que les institutions de recherche comme le CIRAD (cf. liste de présence en annexe).

L'objectif principal de la rencontre était de dresser le bilan de la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest et de proposer des mesures à prendre à l'endroit des décideurs. Les objectifs spécifiques étaient les suivants:

- *faire un diagnostic précis de la situation alimentaire et nutritionnelle ;*
- *faire des propositions de mesures concrètes techniques pour faire face à une éventuelle insécurité alimentaire des populations vulnérables ;*
- *discuter de la mise en œuvre d'initiatives régionales sur la sécurité alimentaire.*

## II. BILAN DE LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST

Présentée par le CILSS et ses partenaires, notamment le FEWSNET, la situation globale indique une production céréalière au Sahel et en Afrique de l'Ouest se chiffrant à 60 559 000 tonnes, soit une hausse de 16 % par rapport à 2010. Au niveau des pays membres du CILSS, la production céréalière est estimée à 22 271 000 tonnes, soit une hausse de 39,3 % par rapport à l'année dernière et de 45 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Par contre, elle est moins marquée dans les pays côtiers avec 6% et 10% respectivement par rapport à l'année dernière et à la moyenne quinquennale.

Le tableau suivant donne les productions de tubercules et de légumineuses de la campagne agricole 2010/2011:

Cultures	Production (tonnes)	% par rapport à 2009/2010
Ignames	55 582 700	(+5%)
Manioc	66 970 700	(-10%)
Niébés	5 227 000	(+23%)
Arachides	7 473 000	(+ 12%)

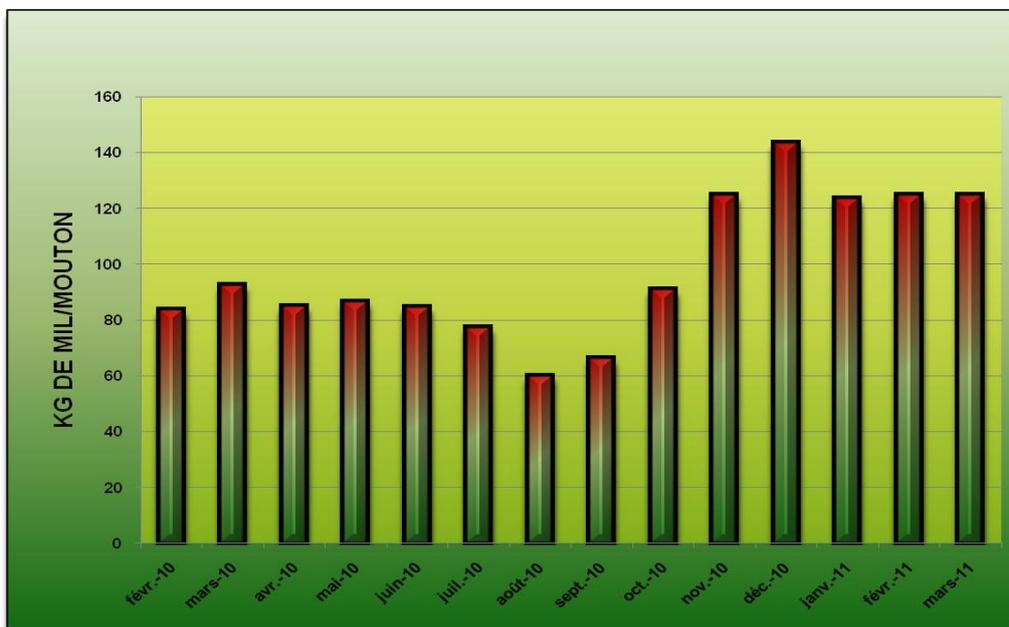
Les productions de niébé et d'arachide ont augmenté respectivement de 23 % et 12 % par rapport à 2010. En effet, le Niger et le Sénégal enregistrent des productions record respectivement de niébé (1,8 millions de tonnes) et d'arachide (1,28 millions de tonnes).

Pour l'heure, l'approvisionnement des marchés est très satisfaisant mais les prix pratiqués restent élevés et supérieurs à la moyenne des cinq (5) dernières années dans la plupart des pays, mais inférieurs à leurs niveaux de 2005 et de l'année dernière à la même période.

Les importations (commerciales et institutionnelles) sont en baisse progressive notamment pour le riz. Cependant, il convient de noter que les troubles socio politiques notamment en Côte-d'Ivoire ont perturbé le fonctionnement du marché régional. De même, des entraves formelles portant sur la sortie des produits alimentaires dans certains pays comme la Guinée pour les céréales et le Tchad pour le bétail, ont été relevées.

Les termes de l'échange bétail/céréales sont meilleurs que ceux de l'année dernière, du fait de l'état d'embonpoint satisfaisant du cheptel et de la croissance de consommation urbaine de la viande sahéenne dans les pays côtiers, en substitution aux importations sur le marché international. L'accès alimentaire des ménages pastoraux et agropastoraux, ayant enduré la crise pastorale de 2010, notamment au Niger et au Tchad, s'est nettement amélioré à cause des termes de l'échange plus favorables. En mars 2011, la vente d'un mouton procurait près de 130 kilogrammes de mil aux pastoralistes contre 90 seulement en 2010 au même moment (figure N°1). Mais ces producteurs n'ont pas encore complètement reconstitué leurs stocks et leurs moyens d'existence.

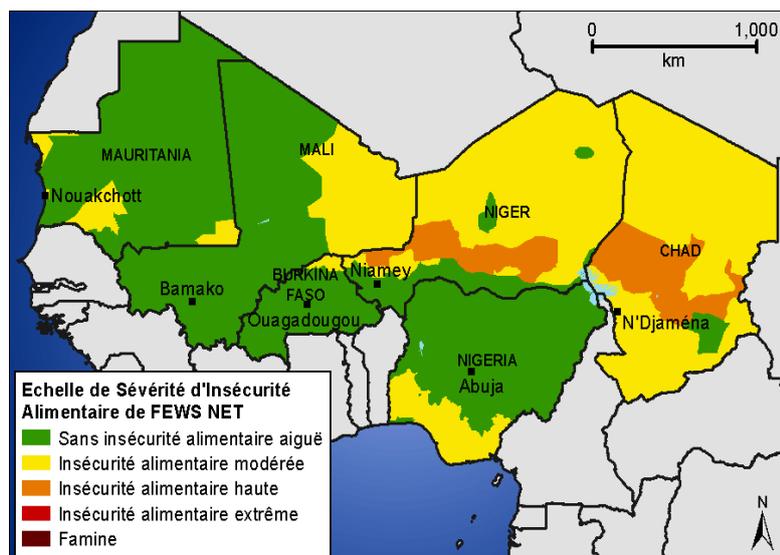
**Figure N°1 : Evolution des Termes de l'échange Mouton/Mil à Moussoro (Tchad)**



Source : FEWS NET

Au plan nutritionnel, des taux de malnutrition aiguë globale (MAG) dépassent le seuil d'urgence (Niger, Tchad) ou le seuil d'alerte (Burkina Faso). De même, les taux de malnutrition chronique restent très élevés au Niger, Tchad, Bénin, Libéria, et Sierra Léone, et placent en situation précaire le Burkina Faso, le Togo, le Mali, et le Sénégal. Si ces tendances se maintiennent, les pays concernés connaîtront une dégradation de la situation alimentaire des groupes les plus vulnérables.

**Figure N°2 : Evaluation de l'insécurité alimentaire courante (avril – juin 2011)**



**Source :** FEWS NET

La figure N°2 montre que la situation alimentaire restera normale ou sans insécurité alimentaire aiguë dans la plupart des pays de la bande sahéenne à la faveur des bonnes disponibilités vivrières cette année. L'exception est faite pour certaines localités du Sahel Est notamment au Niger et au Tchad, où les populations les plus pauvres seront en insécurité alimentaire modérée à haute. Il s'agit pour la plupart des populations qui ont été durement éprouvées par la crise agricole et pastorale de 2010.

A ces catégories de populations vulnérables, s'ajoutent celles pauvres vivant dans les centres urbains et subissant la hausse des prix des produits alimentaires et les déplacés de la crise ivoirienne et libyenne.

A l'issue de la présentation sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans la région par le CILSS et le FEWS NET, il est ressorti des débats les points suivants :

- Nonobstant les disponibilités alimentaires, la hausse des prix des céréales et produits alimentaires, la persistance des taux de malnutrition dépassant les seuils d'urgence, et les conséquences néfastes des crises socio politiques en Cote d'Ivoire et en Libye, sont autant de facteurs de risque qui pourraient fragiliser la situation alimentaire des pays concernés ;
- les actions d'atténuation (prise en charge nutritionnelle et activités génératrices de revenus) doivent être poursuivies pour répondre au mieux à la situation d'insécurité alimentaire qui perdure au Sahel Est (Niger et Tchad) ;
- La bonne production de niébé au Niger pose deux problèmes : (i) la baisse des prix suite à l'augmentation de l'offre sur le marché, cependant, l'achat par l'Etat à un prix rémunérateur afin que les producteurs puissent tirer un meilleur profit n'est pas envisageable comme en 2009 ; (ii) le déficit de valorisation de cette production par la transformation et l'incorporation dans l'alimentation des enfants, or l'utilisation de cette légumineuse pourrait aider dans la lutte contre la malnutrition des enfants ;

- L'identification des zones à risque a mis en évidence l'existence de zones en insécurité alimentaire chronique. Il s'avère nécessaire de faire une analyse approfondie sur les déterminants de cette chronicité et des moyens d'en sortir ;
- La prise en compte des organisations paysannes dans les espaces de dialogue, de concertation et de prise de décision sur la sécurité alimentaire est une nécessité ;
- La question sur les mesures de protection sociales des paysans et des ménages vulnérables à travers de filets de sécurité a été soulevée. En effet, des systèmes de transfert monétaire en cette période de l'année ont permis aux ménages en difficultés de mieux gérer leur production et d'en tirer le maximum de profit dans certains pays comme le Mali;
- Les systèmes de prévention et de gestion des crises alimentaires doivent mieux prendre en compte les organisations des éleveurs et les systèmes d'observations des pasteurs. Aussi, devant la demande croissant des éleveurs en aliments bétail, il s'avère nécessaire de mener des travaux sur les résidus des récoltes. De même l'amélioration du système d'information adapté au pastoralisme devrait permettre d'apporter en temps opportun des réponses à des préoccupations concrètes, notamment l'évolution des ressources pastorales (pâturages et points d'eau...), les périodes optimales de déstockage préventif permettant aux éleveurs de bénéficier de prix rémunérateurs, etc. ;
- Le RPCA devrait approfondir la réflexion afin de mieux conseiller et alerter les centres de prise de décision sur la question centrale de gestion des excédents de productions en explorant tous les outils ou mécanismes requis notamment le système des stocks alimentaires. C'est notamment le cas de l'initiative RESOGEST (mise en réseau des structures/services chargés de la gestion des stocks nationaux de sécurité alimentaire) et pour laquelle, l'UEMOA est en train d'approfondir la réflexion sur la faisabilité d'un dispositif régional de stock régional de sécurité alimentaire dans son espace ;
- Le dispositif régional de veille sur la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest qu'anime le CILSS a bien fonctionné ces dernières années. C'est une expérience unique que l'on doit partager avec le reste du continent africain. Toutefois, les informations qui en sont issues, ne sont pas suffisamment exploitées et valorisées. Leur utilisation judicieuse pourrait permettre de mieux anticiper et prévenir les situations de crises ;
- La nécessité de renforcer le soutien des organisations régionales (CEDEAO, UEMOA) et des partenaires techniques et financiers au dispositif régional d'information. A cet effet, il sera surtout question d'améliorer les outils sur le bilan alimentaire, les normes de consommation, les flux transfrontaliers, et le cadre harmonisé d'analyse permanente de la vulnérabilité courante dans les pays ;
- Des efforts spécifiques doivent être consentis pour assurer la présence et la contribution du Nigeria dans les rencontres du RPCA et celles des dispositifs d'information sur la sécurité alimentaire (disponibilité de données chiffrées, appui politique) en raison de son poids dans la production et les échanges régionaux.

Par ailleurs, concernant les actions en faveur des populations vulnérables, certains partenaires au développement et organisations de la société civile ont fait le point sur les initiatives en cours ou programmées dans certains pays de l’Afrique de l’Ouest. La situation se présente comme suit :

- La Commission Européenne a rappelé l’initiative sur le programme facilité alimentaire, le programme du 10<sup>e</sup> FED, l’appui à la nutrition et le *Food Security Thematic Programme* (FSTP) qui sont en cours dans la région ouest africaine.
- L’AFD s’investira de plus en plus dans le domaine de la sécurité alimentaire. En atteste son nouveau projet à vocation régionale dont la CEDEAO sera maître d’ouvrage et le CILSS maître d’œuvre pour la composante 2. La dimension nutritionnelle sera aussi prise en compte.
- La Belgique a augmenté récemment son budget destiné à la sécurité alimentaire. L’accent est mis sur une nouvelle approche basée sur l’approche filière (productivité, commercialisation, dimension genre). A cet effet, des programmes de développement et d’aide alimentaire sont en cours en relation avec le PAM et la FAO. Les pays bénéficiaires sont le Mali, le Sénégal, le Niger et le Bénin.
- Les Pays-Bas ont initié dans le Delta intérieur au Mali un grand projet sur la pêche, la riziculture, l’eau et l’assainissement sur une durée de quatre ans en collaboration avec Care. 23 000 familles vont en bénéficier.
- Le Luxembourg a approuvé après discussions avec les organisations de la société civile la stratégie sur la sécurité alimentaire en Afrique de l’Ouest. L’enveloppe de l’aide bilatérale est supérieure à 1% du produit national brut dont 15% de cette enveloppe est dédiée à la sécurité alimentaire. Des discussions dans le cadre de cette aide ont été entamées avec le Sénégal et le Mali.
- Le ROPPA, pour sa part a tenu a précisé son niveau de collaboration qui existe avec le FIDA et l’UE notamment sur les chaînes de valeurs des filières porteuses. Les producteurs sont également impliqués dans le projet de Luxembourg au Mali qui mérite un suivi commun dans la responsabilisation des acteurs.

### **III. INITIATIVES REGIONALES**

#### **3.1 Mise en œuvre de Réseau des Offices chargés de la gestion des stocks nationaux de sécurité alimentaire (RESOGEST)**

Comme recommandé lors du Forum 2010 du CSAO, la réunion restreinte du RPCA a été l’occasion de faire le point sur la feuille de route pour la mise en place du RESOGEST. A ce sujet, le CILSS a fait un bref rappel sur le processus d’avancement du projet de mise en œuvre du Réseau des Sociétés/Offices chargés de la gestion des stocks nationaux de sécurité alimentaire, communément appelé RESOGEST, ainsi que sur la note de plaidoyer et le protocole de coopération soumis aux pays pour recueillir leur signature. Dans ce cadre, l’UEMOA a réaffirmé son souhait de voir se concrétiser la mise en place d’un dispositif régional de renforcement et de coordination des stocks nationaux de sécurité alimentaire. Pour ce faire, il invite les

membres du réseau à réfléchir sur les mécanismes de fonctionnement d'un tel dispositif qui sera une première dans la région.

Ce point d'éclairage, a été suivi de discussions dont les points essentiels sont les suivants :

- La pertinence de l'initiative RESOGEST a été saluée et doit être soutenue par les Etats membres du CILSS et de la CEDEAO. Son importance est sans équivoque et la crise alimentaire nigérienne en 2005 est là pour nous le rappeler car ce pays avait enregistré un déficit énorme au moment où des stocks étaient signalés dans des entrepôts de pays voisins ;
- Plusieurs concertations entre les différents responsables des services chargés de la gestion des stocks alimentaires sont nécessaires pour faire avancer la réflexion quant à la faisabilité de ce dispositif. Partant de là, la question sur les modalités de fonctionnement du réseau, ainsi que le rôle et la responsabilité des producteurs et des privés à la constitution des stocks ou réserves alimentaires ont été posés ;
- Au-delà de la solidarité entre les Etats, le stock régional de sécurité alimentaire aura pour mission entre autres, de réguler le marché régional. Il s'inscrit donc, en droite ligne de la politique agricole des pays établis par les pays de la CEDEAO et de l'UEMOA ;
- Il est du ressort et de la responsabilité des Etats de prévenir les crises et catastrophes dans la région. A ce propos, le fonds de garantie et de calamité au Sénégal est cité en exemple ;
- Il faudrait éviter d'avoir plusieurs dispositifs parallèles, mais plutôt œuvrer pour la mise en place d'un seul dispositif régional de renforcement et de coordination des stocks nationaux de sécurité alimentaire, efficace pour faire face à d'éventuelles crises alimentaires.

A l'issue des échanges, il a été retenu que les prochaines étapes devraient voir une accélération significative du processus de mise en place du RESOGEST :

- Lors de la validation régionale de son étude, qui interviendra avant la fin 2011, l'UEMOA devrait convier l'ensemble des acteurs ouest africains, en impliquant directement la Commission de la CEDEAO.
- Cette validation devrait permettre de donner aussi un quitus politique pour l'opérationnalisation du RESOGEST, ne serait-ce qu'à une échelle pilote. L'idée est de démarrer avec un nombre même réduit de pays, tout en travaillant à la consolidation du projet.

### **3.2 Marché régional du riz et sécurité alimentaire**

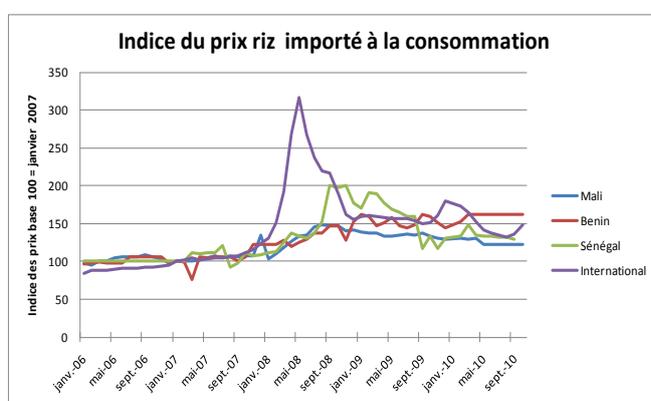
Ce thème ressort de l'étude sur « *Crise rizicole, évolution des marchés et sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest* », conjointement menée par le CILSS, le CIRAD, le FEWS NET et la FAO et dont les résultats ont été présentés par le PAM. Le rapport de cette étude est [disponible sur le site Internet](#)

(<http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp234783.pdf>).

La faible productivité et les coûts élevés de transformation et de commercialisation entravent la compétitivité des productions de riz local sur le marché régional. La région Ouest Africaine reste dépendante à hauteur de 40% des importations internationales de riz, provenant en majorité de Thaïlande et, de plus en plus, du Vietnam. Les principaux pôles d'importation en Afrique de l'Ouest sont le Bénin, le Nigeria, le Sénégal et la Côte-d'Ivoire. L'Afrique de l'Ouest importe annuellement plus de 5 millions de tonnes de riz, soit 20% des quantités de riz commercialisées au niveau mondial.

La hausse des prix au niveau international s'est répercutée avec 2 à 3 mois de retard en Afrique de l'Ouest. Le niveau des disponibilités locales, l'évolution des taux de change et le contenu des politiques publiques ont déterminé le degré de la transmission de la hausse internationale vers les marchés ouest africains. En effet, alors que les prix avaient triplé au niveau international entre janvier et avril 2008, ils n'ont fait que doublé au Sénégal. Dans le même temps, les prix ont accusé une augmentation de 50% au Mali et au Bénin. (Voir figure N°3)

**Figure N°3 :**



**Source:** PAM/CILSS/FEWS/FAO/CIRAD

L'étude a notamment mis en évidence l'apparition de nouvelles rizeries industrielles et semi-industrielles, capables de produire un riz marchand de haute qualité. Ces rizeries, en relation contractuelle avec les producteurs, fournissent la semence et les intrants aux riziculteurs, qui à leur tour vendent leur production à la rizerie partenaire. Ainsi, sous l'effet des mesures prises en 2008, la croissance annuelle de la production rizicole ouest africaine est passée de 3,8% avant la crise à 5,4% après la crise.

*En guise de recommandations, l'étude a révélé qu'il apparaît nécessaire de :*

- *Améliorer les systèmes d'information sur la filière riz au niveau régional ;*
- *Encourager les opérations d'achat par les acheteurs institutionnels auprès des producteurs à travers des opportunités de partenariat avec les rizeries industrielles ;*
- *Poser la question du rôle des offices céréaliers et des sociétés d'Etat dans la filière riz : rôle interventionniste en tant qu'acteur économique, ou régulateur des prix et des marchés. Pour ce faire, le CILSS doit y jouer un rôle fondamental.*

Il est ressorti des débats les points suivants :

- La diversité de la qualité du riz dans le marché régional ;
- Les rendements restent faibles (avoisine 2 tonnes/ha) en zones non aménagées ou dans les bas-fonds. De ce fait, la marge de progrès reste importante ;
- La différence entre le prix du riz local et celui importé n'a pas beaucoup varié dans l'ensemble ;
- Le prix du riz paddy en Afrique de l'Ouest est compétitif, mais cette compétitivité est perdue dans la transformation et le transport. Une nette amélioration est à apporter dans ces deux secteurs.

#### **IV. PREPARATION DE LA 27<sup>ème</sup> Réunion annuelle du RPCA (08-10 décembre 2011, Cap- Vert)**

La 27<sup>ème</sup> réunion du RPCA aura lieu à PRAIA au Cap-Vert du 8 au 10 décembre 2011. Le thème central porte sur la transformation agroalimentaire et la sécurité alimentaire.

Cette réunion sera précédée par :

- du 4 au 5 décembre : le forum annuel du CSAO qui portera sur les relations Brésil/Afrique de l'Ouest ;
- du 6 au 7 décembre : le Conseil d'administration du CSAO ;
- le 7 décembre après-midi : la réunion du Comité des Partenaires du CILSS.

## V. RECOMMANDATIONS

A l'issue de travaux, les membres du Réseau recommandent :

### ❖ **Aux États de :**

- Accélérer la reconstitution des stocks nationaux de sécurité alimentaire, notamment dans les grands bassins de production du Burkina Faso, Mali, Niger et Tchad ;
- Promouvoir la protection sociale des populations les plus vulnérables à travers la définition et la mise en œuvre de filets sociaux participatifs ;
- Prendre en compte les programmes nutritionnels à travers la budgétisation des aspects éducationnels et la valorisation des produits locaux ;
- Poursuivre et renforcer les actions de soutien aux populations vulnérables à travers la mise en place des programmes d'accès à la nourriture et de projets de gestion durable de l'environnement et des projets multi-pays.

### ❖ **Aux dispositifs d'information sur la sécurité alimentaire (CILSS, FEWS NET, FAO) :**

- Renforcer le suivi des populations vulnérables affectées par la hausse des prix, les déplacés des crises sociopolitiques notamment (Côte-d'Ivoire et Libye) ;
- Mettre à la disposition des acteurs toute l'information nécessaire pour la prise de décision.

### ❖ **A la CEDEAO, UEMOA :**

- Assurer une réponse urgente à la demande des États et des acteurs humanitaires dans les zones d'accueil des populations déplacées suite aux crises sociopolitiques ;
- Faire respecter les dispositions réglementaires du commerce sur la libre circulation des personnes et des biens et accélérer la construction du marché commun ;
- Promouvoir et appuyer des concertations régulières entre acteurs du marché pour un large partage d'informations sur les opportunités de commerce ;
- Accélérer la mise en œuvre du RESOGEST et budgétiser les financements annuels des stocks.

### ❖ **A la Société civile :**

- Veiller au suivi des engagements et assurer une large diffusion des actions des différents acteurs.

### ❖ **Aux partenaires techniques et financiers :**

- Appuyer les États et les OIG dans les programmes de renforcement nutritionnel soutenus par des actions préventives.

# ANNEXES

## **ANNEXE 1 : ORDRE DU JOUR**

### **Jeudi 21 avril 2011**

#### **→Matinée**

09h00 – 09h30 Accueil, café

#### 09h30 – 10h00 **Ouverture**

- M. Laurent Bossard, Directeur du Secrétariat du CSAO
- M. Ousseini Salifou, Commissaire chargé de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau (CAERE), CEDEAO
- Prof. Alhousseini Bretaudeau, Secrétaire exécutif du CILSS
- M. Mario Amano, Secrétaire général adjoint, OCDE

*Adoption de l'ordre du jour*

#### **10h00 – 16h00 Session 1 : Bilan de la situation alimentaire et nutritionnelle**

Président : **EI Hadj Dramane coulibaly**, Coordonnateur PRA/SA-LCD, CILSS

10h00 – 10h50

Présentation consolidée par le CILSS et le FEWS NET:

- Résultats définitifs de la campagne agricole 2010-11
- Analyse des marchés et l'accès aux denrées alimentaires pour les populations vulnérables
- Perspectives alimentaires et mesures à court et moyen terme pour les populations vulnérables

10h50 - 11h10 *Pause*

11h10 – 12h45

#### **Débats**

12h45 - 14h15 *Pause déjeuner*

#### **→Après midi**

14h15 – 14h45

Les actions en cours et prévues concernant la sécurité alimentaire par les partenaires au développement : *PAM, CE, OCHA, France, USA*

14h45 – 16h00

#### **Débats et synthèse de la session I**

16h00 – 16h15 *Pause café*

16h15 – 18h00

#### **Session 2 : Initiatives régionales**

Président : Laurent Bossard, Directeur du Secrétariat du CSAO

16h15 – 17h00

Thème 1 : *Mise en œuvre de Réseau des offices chargés de la gestion des stocks nationaux de sécurité alimentaire - RESOGEST*

16h15 – 16h30

- La mise en œuvre de RESOGEST par CILSS et UEMOA

16h30 – 17h00

**Débats**

17h00 – 18h00

Thème 2 : *Marché régional du riz et sécurité alimentaire*

17h00 – 17h20

- Résultats de l'étude CIRAD/CILSS/FAO/FEWS/PAM sur « Crise rizicole, évolution des marchés et sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest »

17h20 – 18h00

- **Débats**

**Vendredi 22 avril 2011**

↳ **Matinée**

09h15–10h45

**Session 3 : Validation du communiqué final et 27<sup>ème</sup> réunion annuelle du RPCA.**

Président : **Sibiri Jean Zoundi, Secrétariat du CSAO**

09h15 – 10h15

Validation du communiqué final

10h15 – 10h45

Préparation de la 27<sup>ème</sup> Réunion annuelle du RPCA (8-10 décembre 2011, Cap Vert)

10h45 – 11h00

*Pause café*

11h00 – 11h30

**Clôture**

- Intervention CEDEAO, UEMOA, ROPPA, CSAO
- Mot de clôture par SE-CILSS

12h00 – 12h30

**Conférence de presse**

## **ANNEXE 2 : LISTE DES PARTICIPANTS**

### **Belgium/Belgique**

**M. Damien FONTAINE**

Tel: +32 2 501 32 40

SPF Affaires Etrangères, Commerce Extérieur et  
Coopération au Développement

Email: damien.fontaine@diplobel.fed.be

Direction Générale de la Coopération au  
Développement

Rue des petits Carmes, 15

1000 Bruxelles, Belgique

**M. Martinus DESMET**

Tel: +33 1 56 75 34 63 / 50

Conseiller, Délégué au CAD

Fax: +33 1 56 75 34 70

Représentation Permanente de la Belgique auprès de  
l'OCDE

Email: martinus.desmet@diplobel.fed.be

14 rue Octave Feuillet

75116 Paris, France

### **Canada**

**Mrs. Judith LAROCQUE**

Tel: +33 1 44 43 20 20

Ambassador, Permanent Representative

Fax: +33 1 44 43 20 99

Permanent Delegation

Email: judith.larocque@international.gc.ca

15 bis, rue de Franqueville

75116 Paris

France

### **France/France**

**M. Bruno VINDEL**

Tel: +331 53 44 45 58

« Politiques alimentaires », Direction de la Stratégie

Fax: +33 1 53 44 38 69

Agence Française de Développement

Email: vindelb@afd.fr

5 rue Roland Barthes

75598 Paris Cedex 12

## Ghana

**Mr. Akwasi A. ADOMAKO**

Tel: +01 45 00 09 50

Embassy of Ghana to France

Fax: +01 45 00 81 95

8 Villa Saïd

75116 Paris, France

## Korea/Corée

**Mr. Jinkyu JEONG**

Tel: +33 1 44 05 20 56

Counsellor

Fax: +33 1 56 28 17 71

Permanent Delegation

Email: jkjeong05@gmail.com

4 Place de la Porte de Passy

75016 Paris, France

## Luxembourg

**M. Luc DOCKENDORF**

Tel: +352 247 82 360

Secrétaire de Légation, 1er e.r./ DAC delegate

Fax: +352 46 38 42

Direction de la Coopération au Développement

Email: luc.dockendorf@mae.etat.lu

Ministère des Affaires Etrangères

6, rue de la Congregation

L-1352 Luxembourg, Luxembourg

## Netherlands/Pays-Bas

**Mrs. Claudia CREMERS**

Tel: +31 70 348 6741

Senior Coordinator West Africa

Email: claudia.cremers@minbuza.nl

Sub-Sahara Africa Dept

Ministry of Foreign Affairs

Bezuidenhoutseweg 67, BP 20061

2500 EB La Haye, Netherlands

## Niger

**Colonel Abdoukarim GOUKOYE**

Tel: +227 96 57 22 45

Président

Fax: +227 20 72 39 39

Haute Autorité à la Sécurité Alimentaire du Niger (HASA)

Email: karimgoukoye@hotmail.com

BP 504

Niamey

## Portugal

**Miss Elsa FONSECA PICÃO**

Tel: +331 45 03 35 45

Trainee

Fax: +331 45 03 22 03

Permanent Delegation

Email: Secretariat@ocde-portugal.com

10bis rue Edouard Fournier

75116 Paris, France

## **CILSS**

**Mr. Alhousseini BRETAUDEAU**

Tel: +226 50 37 41 25

Secrétaire exécutif

Email: bretaudeau@cilss.bf

CILSS

bretaudeau@afribonomali.net

03 BP 7049

Ouagadougou, Burkina Faso

**M. Moussa Cissé**

Tel: +226 50 37 41 25 (poste 404)

Coordonnateur PRA / Accès aux Marchés

Fax: +221 50 37 41 32

CILSS - SE

Email: moussa.cisse@cilss.bf

Ouagadougou 03, Burkina Faso

Sadajr\_Cisse@yahoo.fr

**M. Dramane COULIBALY**

Tel: +226 50 37 41 31 (poste 408)

Coordonnateur PRA/SA-LCD-POPDEV

Fax: +226 50 37 41 32

CILSS

Email: dramane.coulibaly@cilss.bf

Ouagadougou 03, Burkina Faso

**M. Abdou Karim DANKOULOU**

Tel: +226 75 37 05 77

Expert Unité CID

Email: dankoulou.abdoukarim@cilss.bf

CILSS

Ouagadougou 03, Burkina Faso

**M. Abdou Karim KEITA**

Tel: +226 50 37 41 28/33 (poste 406)

Expert en Sécurité Alimentaire

Email: abdou.keita@cilss.bf

Chargé du volet Prévention et Gestion des Crises  
Alimentaires (PREGEC)/Animation

CILSS

Ouagadougou 03, Burkina Faso

**M. Amadou Mactar KONATE**

Tel: +226 50 37 41 25 (poste 411)

Expert Sécurité alimentaire

Fax: +226 50 37 41 32

Chargé du volet Prévention et Gestion des Crises  
Alimentaires (PREGEC)/Instruments

Email: konate.amadou@cilss.bf

CILSS

Ouagadougou 03, Burkina Faso

**Mme Maty BA DIAO**

Tel: +227 20 31 53 16

Chef Département Information et Recherche

Fax : +227 20.31.54.35

CILSS – Centre Régional Aghrymet

Email: m.badio@agrhytmet.ne

BP 11011

Niamey, Niger

**M. Abdoulaye Saley MOUSSA**

Tel: +223 20 22 47 06/30 43

Expert en Sécurité Alimentaire

Mob : + 223 69 55 40 38

CILSS – Institut du Sahel

Fax : +223 20 22 78 31

BP 1530

Email: [abdoulaye@insah.org](mailto:abdoulaye@insah.org)

Bamako, Mali

### **UEMOA**

**M. Tchambakou AYASSOR**

Tel: +226 50 32 88 06

Expert Chargé de l'Agriculture

Fax: +226 50 31 88 72

Département du Développement rural, des Ressources  
naturelles et de l'Environnement

Email: [tchambakouayassor@yahoo.fr](mailto:tchambakouayassor@yahoo.fr)

UEMOA

01 BP 543

01 Ouagadougou, Burkina Faso

**M. Gilles SANOU**

Tel: +226 50 32 87 71

Présidence de la Commission

Fax: +226 50 31 88 72

Unité de programmation stratégique

Email: [sanoug@uemoa.int](mailto:sanoug@uemoa.int)

UEMOA

380, rue du Professeur Joseph Ki-Zerbo

Ouagadougou, Burkina Faso

### **EC/CE**

**Mme Héloïse TROC**

Tel : + 32 (0) 2 29 53261

Unité Ressources Naturelles, Sécurité Alimentaire et  
Nutrition

Email: [heloise.troc@ec.europa.eu](mailto:heloise.troc@ec.europa.eu)

Commission Européenne

Office de Développement et Coopération - EuropeAid

1049 Bruxelles, Belgique

**Afrique Verte/Afrique Verte**

**Mme Caroline BAH**

Afrique Verte

12-20 rue Voltaire

93100 Montreuil, France

Tel : +33 1 42 87 06 67

Email : caroline.bahibertysurf.fr

afriqueverte.wanadoo.fr

**CIRAD**

**M. Patricio MENDEZ DEL VILLAR**

Economiste

Environnement et Sociétés

CIRAD

TA-C-91 / F Campus international de Baillarguet

34398 Montpellier Cedex, France

Tel: +33 4 67 59 39 84

Email: patricio.mendez@cirad.fr

**FEWS NET**

**M. Salif SOW**

Représentant Régional Afrique de l'Ouest

03 BP. 7049

Ouagadougou 03, Burkina Faso

Tel: + 226 50 37 47 06

Email: ssow@fews.net

**IRAM**

**Mme Marie-Jo DEMANTE**

Directrice adjointe

IRAM

49 rue de la Glacière

75013 Paris, France

Tel: + 33 1 44 08 67 67

Email: mj.demante@iram-fr.org

**OXFAM GB**

**M. Al Hassan CISSE**

Tel: +223 20 21 08 05

Food Security Coordinator

Email: [Alcisse@oxfam.org.uk](mailto:Alcisse@oxfam.org.uk)

OXFAM GB Mali

Bamako

Mali

**ROPPA**

**M. Mamadou CISSOKHO**

Tel : +221 824 38 51 / +226 503 6085

Président d'honneur, ASPRODEB

Fax : +221 825 56 65

BP 249

Email: [roppa@roppa-ao.org](mailto:roppa@roppa-ao.org); [cncr@cncr.org](mailto:cncr@cncr.org)

Dakar, Sénégal

**World Food Programme (WFP)**

**Mr. Jean-Martin BAUER**

Tel: +221 33 849 6500

West Africa Office

Email: [jean-martin.bauer@wfp.org](mailto:jean-martin.bauer@wfp.org)

World Food Programme

10 avenue Pasteur X Galliéni, PO Box 6288

Dakar, Senegal

**OCDE - OECD**

**Mr. Mario AMANO**

Tel: +33 1 45 24 80 30

Deputy Secretary-General

Email: [mario.amano@oecd.org](mailto:mario.amano@oecd.org)

**Mme. Coralie DAVID**

Tel: +33 1 45 24 19 80

Policy Analyst

Email: [coralie.david@oecd.org](mailto:coralie.david@oecd.org)

SGE/PCD

**M. Mario PEZZINI**

Director

Development Centre DEV

Tel: +33 1 45 24 16 62

Email: [mario.pezzini@oecd.org](mailto:mario.pezzini@oecd.org)

### CSAO/OCDE – SWAC/OECD

---

**M. Laurent BOSSARD**

Directeur

Tel: +33 1 45 24 78 55

Fax: +33 1 45 24 90 31

Email: [laurent.bossard@oecd.org](mailto:laurent.bossard@oecd.org)

**M. Sibiri Jean ZOUNDI**

Administrateur principal

Tel: +33 1 45 24 19 82

Fax: +33 1 45 24 90 31

Email: [SibiriJean.zoundi@oecd.org](mailto:SibiriJean.zoundi@oecd.org)

**M. Léonidas HITIMANA**

Chargé de programme

Tel: +33 1 45 24 17 98

Fax: +33 1 45 24 90 31

Email: [Leonidas.hitimana@oecd.org](mailto:Leonidas.hitimana@oecd.org)

**Mme. Julia WANJIRU**

Chargée de communication

Tel: +33 1 45 24 96 19

Fax: +33 1 45 24 90 31

Email: [julia.wanjiru@oecd.org](mailto:julia.wanjiru@oecd.org)

**Mlle Cecilia ASPE**

Stagiaire

Email: [cecilia.aspe@oecd.org](mailto:cecilia.aspe@oecd.org)